

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

L'Occident conteste la politique nucléaire de L'IRAN

- International -

Date de mise en ligne : dimanche 10 janvier 2010

Démocratie & Socialisme

La force de frappe nucléaire repose sur trois éléments : une charge nucléaire, un missile, et un engin de transport permettant d'atteindre un objectif : l'avion, le sous marin ou le missile balistique intercontinental. Tout programme militaire s'appuie sur ces éléments, après avoir précisé que la charge nucléaire peut être obtenue indifféremment à partir de l'uranium ou du plutonium.

Le lobby nucléaire français a permis à Israël d'obtenir la bombe atomique :

La collaboration franco-israélienne pour le développement du nucléaire débute avec la IV^{ème} République et s'accélère sous son dernier gouvernement. Guy Mollet s'était déclaré pourtant lors de son discours d'investiture le 31 janvier 1956 un pacifiste convaincu. Le dénouement de la crise du canal de Suez et les impératifs de la guerre froide l'amène à changer son approche pacifiste. Il renforce l'aide à Israël en confiant cette mission au Commissariat à l'énergie atomique (CEA). De Gaulle suspendra cette collaboration, mais le lobby militaire continuera malgré tout jusqu'en 1967 à travers des échanges économiques par l'intermédiaire de St Gobain et un accord avec la firme Dassault portant sur la fourniture de missiles de moyenne portée « Jéricho ». La guerre des six-jours va modifier le comportement de la France. Délaissé par la France Tel Aviv se tourne vers l'Afrique du Sud pour achever son programme nucléaire militaire. Les Etats-Unis laissent faire avec complaisance, et cette politique sera relayée par le Président Johnson qui va livrer à Israël cinquante F 45. Grâce à cette dotation, cet état acquiert et renforce sa capacité à bombarder Bagdad, voir l'URSS. Israël possède alors les moyens d'actionner la vingtaine de têtes nucléaires qu'elle a mis au point. L'Etat israélien devient alors à partir des années 1970 une puissance nucléaire. Le traité de non-prolifération qui lie les puissances nucléaires est bafoué, mais tout le monde s'en accommode, au nom de la dissuasion pièce maîtresse de la guerre froide. Cette nouvelle donne assure aux yeux des dirigeants israéliens la survie de leur état. La situation géopolitique est modifiée. Elle va rendre caduque les décisions de l'Onu pour la reconnaissance d'un état pour les palestiniens, et être un des préludes du monde multipolaires qui nous régit.

La monarchie Pahlavi veut accéder au nucléaire, la France répond présent

Les Etats-Unis conformément à leur programme « Atomes pour la paix » élaboré en 1953 offrent une coopération internationale aux pays sous leur influence. Ainsi le Pakistan, l'Iran, l'Egypte, le Brésil, le Japon à partir de réacteurs de recherche bénéficieront de cette aide. Dans ce cadre, l'Iran reçoit un réacteur de cinq mégawatts qui deviendra opérationnel dès 1967. En 1975 les Etats-Unis s'engagent à livrer huit centrales nucléaires et une station d'enrichissement de l'uranium et en 1976 un accord germano-iranien portant sur deux réacteurs de 1200 mégawatts Siemens-Kwu dont l'implantation est prévu à Busher. Rien ne s'oppose au fait que l'Iran maîtrise le cycle complet de l'atome. La monarchie Pahlavi fait en effet partie des pays qui assurent la présence américaine dans l'espace arabo-musulman. Ainsi la France intègre sans problème ce schéma en acceptant l'Iran comme financeur de l'usine de retraitement d'uranium de Pierrelatte « Eurodif », et s'engage à construire deux réacteurs nucléaires civils. Personne ne s'oppose alors de voir ce pays rejoindre le cercle restreint des possesseurs de l'arme nucléaire.

La révolution islamique :

La chute du shah débouche sur une république islamique. Le nouveau pouvoir va réduire dans un premier temps le poids les dépenses militaires, mais maintient malgré tout le programme de recherche nucléaire. L'organisation de l'énergie atomique iranienne ferme ses bureaux implantés aux Etats-Unis et en Europe occidentale. Les personnels de la KVVU et de Framatome sont rapatriés. L'accord avec Eurodif sera rompu en 1981 du fait du refus de la France

de donner à l'Iran son droit de tirage (lui refusant de ce fait son droit à l'uranium enrichi). Un lourd contentieux s'engage avec la France qui s'envenimera avec le soutien français à l'Irak au cours de la guerre irako-iranienne. Le gouvernement des mollahs va rapidement relancer son programme nucléaire. La collaboration sollicitée de la Chine, de la Russie et du Pakistan compensera le retrait de l'Occident. Le Pakistan s'est doté en effet de l'arme atomique 10 ans après l'Inde. Le conflit indo-pakistanaï à propos du Cachemire, et la position géopolitique de la région au regard des équilibres de la force de la dissuasion Est-Ouest ont été les éléments clés. Ainsi, le Pakistan en bénéficiant de l'aide éclairée des Etats-Unis se trouve détenteur de cette arme redoutable.

Le gouvernement Iranien ne transige pas avec son droit au nucléaire L'Etat iranien n'a jamais abandonné l'espoir de devenir une puissance nucléaire. Le pouvoir possède une ligne de production pour les ogives nucléaires pouvant s'adapter sur des missiles balistiques dans la Région de Khojaïr au sud-est de Téhéran, ligne dissimulée par un complexe de tunnels pour se soustraire aux observations satellitaires. Il a renforcé sa défense aérienne avec l'aide de la Russie en leur achetant des missiles S300. Six modèles de fusées « Chahab » ayant une portée de trois cent kilomètres à cinq mille kilomètres sont développés et leurs similitudes avec les missiles nord-coréens donne à penser que la collaboration avec la Corée du Nord est active. L'Iran a bien une cohérence lorsqu'on lie la mise au point des charges nucléaires et leur transport à de très longues distances Or, le débat à l'Onu occulte cette réalité en réduisant le programme iranien à l'enrichissement de l'uranium. Cette question n'a jamais été traitée avec une telle rigueur dans les périodes précédentes pour les autres pays, à l'instar du Pakistan. Dans ces conditions, le réalisme commande de prendre acte que le régime iranien obtiendra la force de frappe. L'AIEA doit rester un interlocuteur pour contraindre le pouvoir iranien à nouer des relations internationales à propos de l'atome, et si l'on prête vie au traité international de non prolifération.

Le parti pris de la démocratie

Le président d'Ahmdinejad au pouvoir vient du corps des gardiens de la révolution. Il a été le fondateur de l'association des étudiants islamiques. Il est au coeur du développement de l'Iran islamique, assujettissant le peuple à la loi de charia. Son « israélophobie » va jusqu'au négationnisme. Mais, il faut lui reconnaître une capacité d'analyse, et une certaine faculté à capitaliser la situation du Moyen Orient en sa faveur, et s'assurer en retour des soutiens contre l'ennemi américain. L'opposition interne à ce régime se fait sur la justice sociale, sur la démocratie, sur le développement économique, sur l'ouverture au monde et aux respects des droits de l'homme. La question de l'indépendance et de la sécurité nationale fait consensus dans la société iranienne au regard des données géopolitiques régionales.

C'est pourquoi, les mollahs en font un axe central de propagande politique. La voie diplomatique doit tenir compte de ces réalités et le règlement du conflit qui sévit en Palestine est autrement plus stratégique. Les résolutions de l'Onu doivent s'appliquer aux états sans exception, et les efforts pour trouver les voies de la paix à travers la reconnaissance des droits du peuple palestinien devraient être au centre des relations internationales. L'Iran est en passe de devenir une nouvelle puissance nucléaire, ses avions et ses missiles sont vulnérables au regard de la technologie occidentale. Le seul vecteur réellement viable est le sous-marin nucléaire. Or la façade maritime de l'Iran est verrouillée par le détroit d'Ormuz. Le déséquilibre des forces est patent, si l'on se projette sur les possibilités de patrouilles des sous marins nucléaires des puissances occidentales dans l'océan indien. La politique va-t-en guerre exprimée par Sarkozy et son ministre des affaires étrangères à la lumière de la politique belliqueuse des républicains de l'ex-président Bush sous prétexte de combats anti-terroristes n'est qu'une politique impérialiste pour contrôler les ressources pétrolières et gazières. Il ne libère en aucune façon le peuple iranien du joug des mollahs.

(source documentaire le nucléaire iranien d'Yves BONNET, édition Michel Lafont)

Bernard Grangeon